

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse cedex 01

Mulhouse, le 20/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALSACHIMIE

CHALAMPE

BP 267

68100 Mulhouse

Références : 0006700523_2024_11_19_ALSACHIMIE_CHALAMPE_VIIC-PPC-défenseincendie
Code AIOT : 0006700538

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2024 dans l'établissement ALSACHIMIE implanté BP 267 68490 Chalampé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite de contrôle a été réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôles de l'Inspection en lien avec les risques accidentels existants sur les installations. L'objectif du contrôle était de vérifier la bonne application des dispositions relatives à la stratégie de défense incendie à mettre en place sur les installations de stockage de liquides inflammables, notamment par rapport aux dispositions prévues par l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

Dans le cadre de cette inspection, un contrôle documentaire a été réalisé (le détail des documents est explicité dans les points de constats ci-dessous), et une mise en situation de la stratégie de défense incendie définie par l'exploitant a été réalisée sur le scénario de feu de cuvette du réservoir

B10000 du site constituant l'un des plus gros potentiel de dangers du site. Les documents établis par l'exploitant pour définir la stratégie incendie sur cette installation ont été utilisés pour réaliser cet exercice. Ils ont permis d'en contrôler la mise en œuvre prévue par l'exploitant. Le scénario test a consisté à déclencher une alerte interne par téléphone du responsable de la sécurité des installations, signalant une fuite sur la tuyauterie de fond de bac (scénario majorant de l'étude de dangers) avec inflammation de la nappe de liquide inflammable formée dans la rétention du réservoir. Lors de ce scénario aucun blessé n'était signalé. Il a été retenu une mise en situation avec un vent venant du Nord, contraire au vent indiqué dans le système de Lancement Informatique et Suivi de l'Alerte.

Il est à noter que l'exploitant est autonome pour l'extinction des scénarios d'incendie définis par l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 précité. Ce qui signifie qu'il ne prévoit pas dans sa stratégie de défense un recours aux secours externes (Services Incendie et Secours), pour la lutte contre un incendie au sens de l'arrêté du 3 octobre 2010.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALSACHIMIE
- BP 267 68490 Chalampé
- Code AIOT : 0006700538
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ALSACHIMIE est une Joint-Venture détenue à 51 % par le groupe BASF et à 49 % par le groupe DOMO CHEMICALS GmbH. La société ALSACHIMIE exploite ses installations au sein de la plateforme chimique WEurope, située dans la zone industrielle d'Ottmarsheim, et qui s'étend sur les communes de Chalampé, Bantzenheim et Ottmarsheim. Le site est autorisé à exploiter un établissement Seveso Seuil Haut et IED, notamment réglementé par l'arrêté préfectoral du 25 août 2016.

La plateforme WEurope est dédiée à la production d'intermédiaires principalement destinés à la fabrication du Nylon 6-6. Ces activités sont exploitées notamment par les sociétés ALSACHIMIE et BUTACHIMIE.

Thèmes de l'inspection :

- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations soumises	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, articles 1 et 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Élaboration d'une stratégie de défense incendie – Scénarios de références	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
3	Élaboration d'une stratégie de défense incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Élaboration d'une stratégie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	de défense incendie – Réservoir B10000			
5	Moyens en équipement et en personnel	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Moyens en eau, émulseurs et taux d'application	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Moyens en eau, émulseurs et taux d'application	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Moyens en eau, émulseurs et taux d'application	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Moyens en eau, émulseurs et taux d'application	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle des documents transmis par l'exploitant et les constats réalisés sur site mettent en avant les non-conformités suivantes :

- L'exploitant n'a pas étudié les différents scénarios d'incendie (tel que requis par l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010) pour les réservoirs concernés,
- l'exploitant n'est pas en mesure de justifier le dimensionnement des moyens de défense incendie tel que requis notamment par les articles 43-1 et 43-3-2 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010,
- les moyens mobiles tels que définis par l'exploitant dans sa stratégie de défense, ne peuvent pas être mis en œuvre compte tenu de leur implantation dans la zone des effets thermiques létaux significatifs,
- l'exploitant n'est pas en mesure de mettre en œuvre en moins de 15 minutes les moyens d'extinction du B10000 exposés à des flux thermiques susceptibles d'endommager les dispositifs d'extinction tel que requis par l'article 43-2-4 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010,

- l'exploitant n'a pas étudié et ne prévoit pas la protection d'installations pouvant avoir des effets hors site par effet domino en cas d'incendie dans la cuvette de rétention du B10000,
- par ailleurs la mise en œuvre d'un certain nombre de moyens de protection n'est pas réalisable compte tenu des distances des effets thermiques létaux significatifs atteint pour le scénario.

Au-delà des non-conformités synthétisées ci-avant, l'Inspection n'est (à date de rédaction du présent rapport), pas en mesure de statuer sur le respect des prescriptions liées au point de contrôle n°1, concernant le champ d'application de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 cité ci-avant, et notamment les installations susceptibles d'être soumises à ces dispositions.

D'une manière plus générale, il apparaît que la stratégie de défense incendie de l'exploitant repose sur un nombre important d'actions à réaliser manuellement par des personnes qui seront exposées à des effets létaux significatifs, ce qui remet en cause fondamentalement la stratégie de défense telle que prévue.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations soumises

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, articles 1 et 2
Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie
<p>Prescriptions contrôlées:</p> <p><u>Extrait de l'article 1 :</u></p> <p>I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités :</p> <p>1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ; [...]</p> <p>III.-Pour les installations relevant du I-1 ou I-2, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages en réservoirs aériens de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93° C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3 présents au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, à l'exclusion de ceux cités au II. [...].</p> <p><u>Extrait de l'article 2:</u></p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par : [...] - réservoir : capacité fixe destinée au stockage de liquides. Les bassins de traitement des effluents, fosses, rétentions, ballons, appareils de procédé intégrés aux unités de fabrication ou aux postes de chargement et déchargement et réservoirs dédiés à certaines utilités (par exemple les groupes électrogènes et groupes de pomperie incendie) ne sont pas considérés comme des réservoirs ;[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les détails du constat sont portés dans une annexe non diffusable.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fournira à l'Inspection le recensement de l'ensemble des installations soumises à</p>

l'arrêté ministériel précité en justifiant les raisons (classement H ou HP ou point d'éclair) et en justifiant les éventuelles exclusions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Élaboration d'une stratégie de défense incendie – Scénarios de références

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>« Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement », que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre » :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « 1 : » feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ; - « 2 : » feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ; - « 3 : » feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site « ; » - « 4 : en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020 » ; <p>La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Les détails du constat sont portés dans une annexe non diffusable.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant d'étudier et présenter pour chacun des réservoirs soumis les 3 scénarios repris dans la prescription contrôlée. L'exploitant s'assurera par ailleurs de la non application des scénarios décrits au point 4 de la prescription contrôlée. Les éventuels réservoirs soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 et potentiellement non identifiés par l'exploitant à ce jour, sont également à intégrer à ce processus de mise en conformité (cf constat n°1).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Élaboration d'une stratégie de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.[...] Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend : - les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article « R. 181-54 » du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ; « - les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.[...]
Constats : Les détails du constat sont portés dans une annexe non diffusable.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les réservoirs soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 et potentiellement non identifiés par l'exploitant à ce jour, sont également à intégrer à ce processus de mise en conformité (cf constat n°1). Il apparaît par ailleurs judicieux que l'ensemble des éléments justificatifs liés à l'application de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 soient intégrés à un document technique unique intitulé Plan de Défense Incendie et que les aspects « opérationnels » à appliquer en cas de plan d'urgence soient décrits dans des fiches réflexes incluses dans le POI. La multiplicité des documents sans lien évident entre eux n'en permet pas un usage optimal notamment en période de gestion de crise.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Élaboration d'une stratégie de défense incendie – Réservoir B10000

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.[...] Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :

<p>- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article « R. 181-54 » du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;</p> <p>« - les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.[...]</p>
<p>Constats : Les détails du constat sont portés dans une annexe non diffusable.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant d'établir une stratégie de défense incendie avec une courbe de montée en puissance conforme à l'ensemble des éléments mentionnés dans l'arrêté ministériel du 03/10/2010 et en adéquation avec les guides établis par le ministère sur cette thématique. Cette stratégie doit également être cohérente avec l'ensemble des éléments la constituant et les données techniques liées aux équipements que l'exploitant souhaite mettre en œuvre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 5 : Moyens en équipements et en personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée : La disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie et leur adéquation vis-à-vis de la stratégie définie par l'exploitant est démontrée dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté. En particulier, en cas d'usage par l'exploitant de moyens semi-fixes ou mobiles dans le cadre de cette stratégie, l'adéquation aux moyens humains associés est démontrée, notamment en ce qui concerne : [...] « - l'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir qui ne peut excéder 5 kW/ m2 compte tenu de la surface en feu. Une valeur supérieure de flux thermique peut être acceptée, sans toutefois dépasser la dose de 1 800 (kW/ m2) 4/3. s ni la valeur de 8 kW/ m2, sous réserve que l'exploitant démontre qu'il possède l'équipement et l'entraînement nécessaires pour une telle intervention ; « - la portée des moyens d'extinction par rapport aux flux thermiques engendrés.</p>
<p>Constats : Les détails du constat sont portés dans une annexe non diffusable.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant d'intégrer à sa stratégie de défense incendie les contraintes liées à l'utilisation de moyens mobiles vis-à-vis des distances d'effets générées par l'incendie. Au-delà du positionnement des moyens mobiles, c'est l'ensemble des opérations menées par des intervenants pour gérer le sinistre qui doit être pris en compte, ainsi l'ensemble des chemins d'accès, de</p>

<p>manœuvre, etc. ne peuvent se trouver dans la zone où les effets thermiques sont supérieurs à 8kW/m².</p> <p>Il appartient également à l'exploitant de veiller à ce que le cursus de formation des agents intervenants inclut la formation à l'utilisation des équipements résistants aux flux thermiques, et veille à ce que les agents intervenants s'exercent à les mettre en œuvre lors d'exercice incendie. Par ailleurs, l'exploitant s'interrogera également sur la mise à disposition de ces équipements, actuellement centralisés au niveau de la caserne du site ; or les pompiers auxiliaires pourraient ne pas pouvoir accéder à cette caserne en cas de sinistre sur site. Cela génère un temps d'intervention plus important que si les pompiers auxiliaires disposaient directement de ces équipements au niveau de leurs unités.</p> <p>Enfin compte tenu des écarts relevés par l'exploitant entre les portées réelles atteintes par ses moyens mobiles et les données précisées par son fournisseur (cf constat réalisé sur les Lances Monitors Portable - LMP), il lui appartient de s'assurer in-fine de la portée réelle de ses moyens d'intervention, afin de mettre en œuvre une stratégie de défense incendie efficace.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Moyens en eau, émulseurs et taux d'application

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-4
Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 36 du présent arrêté, l'exploitant s'assure qu'en cas d'incendie :</p> <p>- en cas d'usage de moyens fixes d'extinction pouvant être endommagés par l'incendie (y compris leurs supportages), leur mise en œuvre intervient dans un délai maximum de quinze minutes ;[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les détails du constat sont portés dans une annexe non diffusable.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au-delà de la mise en conformité de l'installation en lien avec l'impossibilité d'intervenir dans les zones d'actionnement des dispositifs d'extinction, l'exploitant s'interrogera sur la cinétique de mise en œuvre des dispositifs d'extinction liés au réservoir B10000 dans un délai compatible avec la protection de ces derniers et en tout état de cause inférieur à 15 minutes.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Moyens en eau, émulseurs et taux d'application

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1
Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie
Prescription contrôlée :

Le débit d'eau incendie, de solution moussante et les moyens en émulseur et en eau sont déterminés, justifiés par l'exploitant en fonction des scénarios définis au point 43-1 du présent arrêté et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées en annexe du plan de défense incendie prévu au point 43-1 du présent arrêté. Ils tiennent compte de la production de solution moussante dans les conditions définies au point 43-3 du présent arrêté et du refroidissement des installations menacées dans les conditions définies au point 43-3-7 du présent arrêté.
Constats : Les détails du constat sont portés dans une annexe non diffusable.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Moyens en eau, émulseurs et taux d'application

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-2
Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : Pour la protection des installations, le dimensionnement des besoins en eau est basé sur les débits suivants : « - refroidissement d'un réservoir à axe vertical en feu : 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ; « - refroidissement des réservoirs voisins du réservoir en feu exposés à plus de 12 kW/ m2 pour le scénario de référence d'incendie de réservoir : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ; « - refroidissement des réservoirs des rétentions et sous-rétentions contiguës exposés à plus de 12 kW/ m2 pour le scénario de référence d'incendie de rétention ou de sous-rétention : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir ; « - protection des autres installations exposées à un flux thermique supérieur ou égal à 8 kW/ m2 et identifiées par l'étude de dangers comme pouvant générer un phénomène dangereux par effet domino : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir. Une valeur différente peut être prescrite par arrêté préfectoral sous réserve d'une étude spécifique réalisée par l'exploitant.
Constats : Les détails du constat sont portés dans une annexe non diffusable.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans le cadre de la mise en conformité de ses installations vis-à-vis des dispositions réglementaires à mettre en œuvre pour le refroidissement des installations avoisinantes, il appartient à l'exploitant de prendre en considération à la fois les contraintes de cinétique liées aux différentes actions à effectuer par les services d'intervention, et l'exposition à des flux thermiques inacceptables par ces derniers qui entraînerait des défaillances certaines dans l'actionnement des différentes mesures de refroidissement devant être mises en œuvre.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Moyens en eau, émulseurs et taux d'application

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-8
Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : Si le débit d'eau nécessaire à l'opération d'extinction dépasse 240 mètres cubes par heure, l'installation dispose d'un réseau maillé [...]
Constats : Les détails du constat sont portés dans une annexe non diffusable.
Type de suites proposées : Sans suite